

La Syrie rejette le plan de paix israélien pour le Golan

La Syrie a rejeté la proposition d'un retrait par étapes du plateau du Golan, avancée par le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, mais a laissé la porte ouverte à la poursuite des négociations avec l'Etat hébreu. Lors d'une visite samedi et dimanche à Damas, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a présenté le plan de paix israélien au président syrien Hafez el-Assad. Le projet surnommé «Maidal Shams d'abord», du nom d'un village druze du Golan et par référence à l'accord «Gaza-Jéricho d'abord», prévoit, selon la radio israélienne, de restituer, dans une première étape, trois des cinq villages de ce plateau occupé en 1967 et annexé en 1981.

«La position de la Syrie n'a pas changé. Nous voulons un retrait total israélien des territoires occupés», a affirmé le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk al-Chareh. Avant d'ajouter que «la partie israélienne devra apporter des réponses à des questions essentielles que nous avons posées».

Warren Christopher, qui a quitté Damas dimanche, a fait part hier de ces interrogations syriennes aux dirigeants israéliens. Ces derniers demandent un temps de réflexion pour examiner la position de Damas. Après un entretien avec Shimon Pérès et Yitzhak Rabin, le secrétaire d'Etat américain s'est montré confiant pour la suite des négociations, qui «ont atteint un nouveau et substantiel niveau», même si «il y a de façon évidente encore une longue distance à faire».

F.G. (avec AFP)

Le Président allemand gracie un détenu de la Fraction armée rouge

Après plusieurs années de tergiversations, le président allemand Richard von Weizsäcker a fait hier un geste d'apaisement en direction de la Fraction armée rouge en grâçant l'un de ses prisonniers, Bernd Rössner. Condamné à perpétuité pour sa participation, avec cinq complices, à un sanglant attentat, en 1975 contre l'ambassade de RFA à Stockholm, Rössner a passé dix-neuf ans derrière les barreaux. Emacié, à demi paralysé et psychiquement «à bout», selon ses médecins, Bernd Rössner a surmonté six grèves de la faim et se disait depuis plusieurs années déjà «plus près de la mort que de la vie».

La grâce de Rössner est la première concrétisation de la politique de rémission proposée en 1992 par Klaus Kinkel (alors ministre de la Justice, aujourd'hui aux Affaires étrangères) espérant détourner de la violence les nouvelles générations de la RAF. La même année, la RAF a unilatéralement déclaré renoncer aux attentats, à condition que soient libérés ses prisonniers malades. Voyant se détériorer chaque jour la santé de Bernd Rössner, les autorités craignaient par dessus-tout qu'il ne meure en prison, créant un nouveau martyr du mouvement révolutionnaire et provoquant de nouveaux attentats.

L.M.

Les Khmers rouges se rapprochent de Battambang

Les combats qui se déroulent actuellement dans le nord-ouest du Cambodge entre les forces gouvernementales et les Khmers rouges, qui ne seraient qu'à une vingtaine de kilomètres de Battambang, la deuxième ville du pays, auraient provoqué l'exode de quelque 40 000 civils. Le nombre de réfugiés a grossi brusquement dimanche après la chute de Treng, une ville située à environ 40 km à l'ouest de Battambang. A la suite de cette offensive de la guérilla, le roi Norodom Sihanouk a proposé que la table ronde devant réunir prochainement à Phnom Penh, la capitale, les représentants du gouvernement et des Khmers rouges ait lieu à l'étranger: en Corée du Nord, en Indonésie ou en France. Norodom Sihanouk, dans un plan de réconciliation nationale, a déjà prévu de donner des responsabilités gouvernementales aux Khmers rouges. En échange ces derniers accepteraient de renoncer à leurs territoires et de faire fusionner leurs forces avec l'armée gouvernementale.

S.Etr.

L'HISTOIRE

Souha Arafat, épouse délaissée?

Jusqu'à présent, il vit toujours en célibataire, il a sa propre chambre et moi aussi, nous vivons comme si nous étions séparés.», Diana et Charles? Non. Souha et Yasser. Madame et monsieur Arafat. L'épouse du chef de l'OLP se serait laissée aller à quelques confidences dans une interview au quotidien égyptien Al-Akbar. Souha Tawil, qui est devenue Souha Arafat en 1992, reprocherait également à son mari de ne pas lui offrir de cadeau. «Même pour des occasions spéciales, se plaindrait-elle, il ne m'achète rien. Jamais de bijoux ou de cadeaux de valeur. Lorsque je me plains du fait qu'il me néglige, il m'offre des souvenirs, des symboles de la révolution palestinienne.» Souha ajouterait qu'elle ne peut avoir une conversation avec son époux que «vers 3 ou 4 heures du matin» en raison de ses activités politiques. Mme Arafat n'a guère apprécié l'article et dans une déclaration à l'AFP, lundi, elle a affirmé n'avoir jamais accordé d'interview à Al-Akbar. Les propos qu'on lui prête ne sont, selon elle, que des bribes «de provenances diverses et toutes sorties de leur contexte». Ainsi lorsqu'elle parle du manque de cadeau, c'est pour mieux souligner que son mari n'est pas riche. Et lorsqu'elle se plaint du peu de temps qu'il lui accorde, ce n'est pas l'homme qu'elle accable mais «les obligations de sa charge et son lourd emploi du temps».

D'ailleurs, comme elle l'affirme, «lorsque nous nous disputons, nous nous réconcilions toujours. C'est un homme fin avec les femmes».

LE CHIFFRE

160 milliards de livres turques pour la restauration du pont de Galata

Le pont historique de Galata, à Istanbul, partiellement détruit lors d'un incendie en 1992, a été restauré mais déplacé à plusieurs kilomètres de son lieu d'origine. L'opération a duré plus d'un an et a coûté au total près de 28 millions de francs. Ce pont avait été mis en service en 1912 pour relier les deux parties de la ville: l'ancien côté d'Istanbul et les nouveaux quartiers de Galata-Beyoglu (Péra).

PROCHE-ORIENT

Israéliens et Palestiniens avancent vers Gaza-Jéricho

L'accord final sur la mise en œuvre de l'autonomie palestinienne doit être signé demain au Caire.

Malgré les réserves exprimées par certains dirigeants palestiniens des territoires occupés, dont Fayçal Hussein, Israéliens et Palestiniens ont réalisé de nouveaux progrès lundi dans la finalisation de l'accord sur l'autonomie, à quarante-huit heures de sa signature, prévue mercredi au Caire.

«Ce accord donne au peuple palestinien, pour la première fois de son histoire, le droit de prendre en main sa propre destinée sur son territoire», a affirmé, lors d'une conférence de presse, le chef de la délégation palestinienne, Nabil Chaath. La rédaction d'un document, comprenant les questions de sécurité toujours en suspens, doit encore être discutée dans la soirée, a-t-il précisé.

Dans ce dossier, a-t-il dit, figure la question des eaux territoriales sur lesquelles les Palestiniens exerceront leur juridiction. Selon un haut responsable palestinien, les Israéliens, qui jusqu'ici avaient concédé 3 miles aux Palestiniens qui en réclamaient 12 (20 km), ont fait lundi une nouvelle proposition portant la largeur de ces eaux à 6 miles.

Les colonies israéliennes, sous contrôle exclusif israélien, représenteront 11% des 365 km de Gaza, l'étendue des zones jaunes (incluant les zones de sécurité autour des colonies) n'étant pas encore chiffrée. Ces zones, qui seront contrôlées par des patrouilles communes, seront placées sous juridiction palestinienne, mais Israël y conservera toutes les prérogatives liées à la sécurité.

Concernant les quelque 10 000 prisonniers palestiniens, il est acquis que tout Palestinien «qui s'engagera à suivre la voie dans laquelle s'est engagée l'OLP sera libérable à une date donnée», a réaffirmé Nabil

Chaath. Un comité de coordination israélo-palestinien devait par ailleurs examiner en fin de journée les préparatifs de déploiement de la police palestinienne au fur et à mesure que l'armée israélienne se retirera. Ce comité doit se rendre mardi à Gaza pour en examiner les modalités sur le terrain.

Les noms des officiers palestiniens auraient d'ailleurs déjà été communiqués à la partie israélienne et un millier de policiers palestiniens partiront jeudi ou vendredi pour les territoires autonomes.

Le calendrier de redéploiement de l'armée israélienne doit s'étaler sur trois semaines «mais les Israéliens ont promis de le faire en deux semaines», a précisé un responsable palestinien. Le chef d'état-major israélien, le général Ehud Barak, avait d'ailleurs appelé dimanche à une accélération du repli israélien, exprimant sa crainte de faire prendre des risques aux soldats israéliens en raison de «manque de coordination entre l'armée et l'OLP».

Le chef de la délégation israélienne, le général Amnon Shahak, a regagné Israël lundi après-midi et reviendra au Caire en compagnie du Premier ministre Yitzhak Rabin. Lundi, ce dernier a affirmé devant le groupe parlementaire travailliste: «Nous pouvons décider que nous allons continuer à être un gouvernement d'occupation. Mais il faut savoir que le sang versé par les Israéliens est le prix de la domination d'un peuple étranger. Il est temps de le dire.» Mardi il rencontrera Yasser Arafat à la veille de la signature de l'accord définitif. Les dernières questions en suspens, notamment la superficie de la région autonome de Jéricho, devraient être réglées à cette occasion.

S.Etr.

ALLEMAGNE. Quatre suspects de l'incendie de la synagogue de Lübeck ont été arrêtés, a annoncé hier le parquet fédéral de Karlsruhe. Agés de 19 à 24 ans, les quatre sont connus comme «extrémistes de droite». L'attentat, dans la nuit du 25 mars, avait ravivé en Allemagne une vive indignation contre les violences racistes et antisémites.

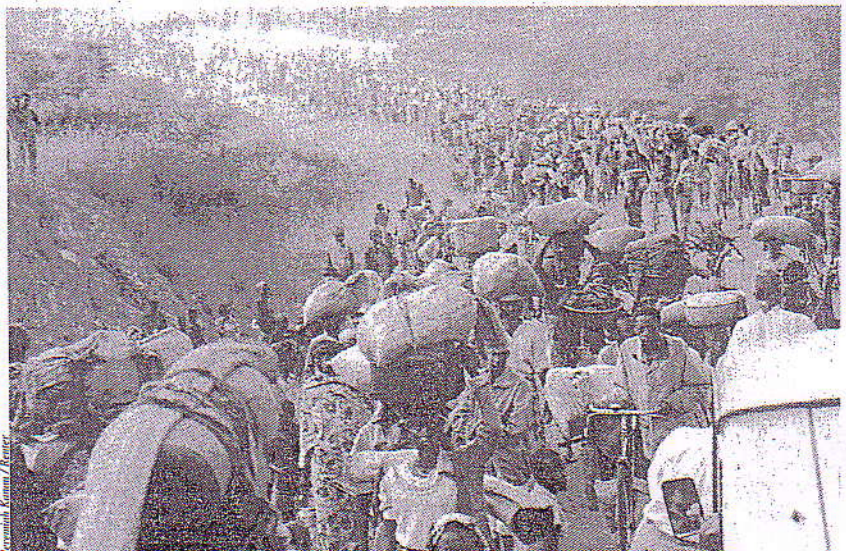
COLOMBIE. L'état d'urgence a été décrété pour empêcher la libération de 800 détenus. Cette mesure était le seul moyen légal d'éviter la sortie de prison de délinquants qui auraient dû être libérés le 1er mai, aucune charge n'ayant, faute de temps, été retenue contre eux à terme de leur détention préventive.

HONG-KONG. 2500 réfugiés vietnamiens faisaient lundi grève de la faim dans des camps de Hong-kong. Ils entendaient ainsi protester contre les projets gouvernementaux de rapatriement vers leur pays. Quelque 25 000 Vietnamiens sont actuellement menacés par cette mesure.

INDE. New Delhi ne gèlera pas sa capacité nucléaire et balistique. Vidya Charan Shukla, le ministre des Affaires parlementaires, déclaré lundi que l'Inde ne cède pas aux pressions des Etats-Unis.

IRAN. «Il va falloir vacciner la population contre la dépravation.» C'est ce qu'a affirmé lundi le ministre de l'Intérieur en faisant allusion aux femmes pas assez strictement voilées ou trop maquillées aux possesseurs de cassettes vidéo jugés contraires aux bonnes mœurs ou d'antennes paraboliques.

ALGERIE. Un responsable syndical, Maamar Benseghir, a été grièvement blessé dimanche par deux hommes armés alors qu'il sortait de son domicile à Anna (Est). Le 8 avril, un autre responsable syndical, Belaid Meziane, avait été assassiné dans la banlieue d'Alg. Quatre autobus ont par ailleurs été incendiés lundi matin par un groupe armé dans la capitale algérienne.



FIN D'EXODE AU RWANDA. Après la fuite de centaines de milliers de Rwandais vers la Tanzanie, en majorité des Hutus redoutant des représailles du Front patriotique rwandais en lutte avec l'armée gouvernementale, l'exode s'est interrompu lundi. Un calme relatif régnait hier à Kigali où deux obus de mortier ont tué 12 personnes et blessé 113 autres, dimanche dans une église qui abritait plus de 2000 réfugiés.